Flash Economie

N° 158
30 décembre 2025

La préférence de l'Europe pour le soutien à court terme de la consommation

Quand on compare l'Europe aux Etats-Unis ou à la Chine, on voit apparaître une caractéristique de l'Europe : la volonté des pouvoirs publics de privilégier le soutien à court terme de la consommation.

Cette volonté se voit dans la grande taille des régimes de protection sociale, dans le choix du libre-échange et des délocalisations vers les pays ayant des coûts de production faibles, dans la politique stricte de la concurrence, dans la forte protection de l'emploi.

Le résultat de ces choix a été la contraction de l'industrie (puisqu'importer est moins coûteux que produire domestiquement), le faible développement du secteur des nouvelles technologies (avec la forte protection de l'emploi, les réglementations abondantes), le sous-investissement (avec l'absorption des ressources par le soutien de la consommation et avec la pression fiscale élevée).

Ces choix en réalité se révèlent défavorables à la consommation avec un horizon de long terme, en raison de la faiblesse de la croissance, du sous-développement des secteurs les plus productifs, de la faiblesse de l'investissement et de l'effort de Recherche-Développement, des freins à la constitution de grands groupes.

Patrick Artus
Conseiller économique senior
patrick.artus-ext@ossiam.com
@PatrickArtus
Patrick Artus

Isabelle Gravet
Assistante de recherche
isabelle.gravet-ext@ossiam.com

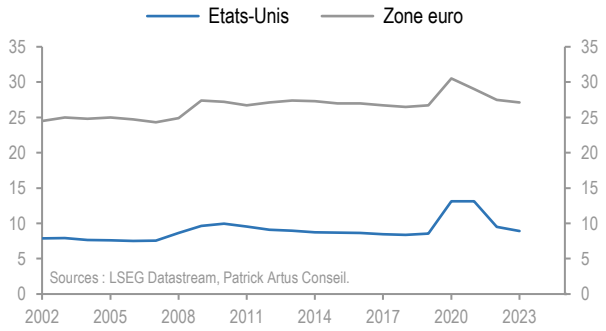
Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Quelles caractéristiques de l'Europe révèlent la préférence des gouvernements européens pour le soutien de la consommation ?

1. Forte taille de la protection sociale

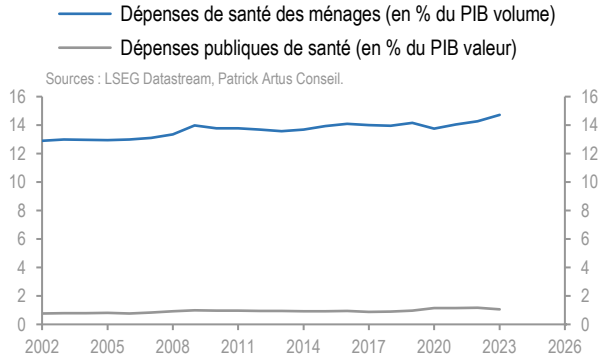
Les dépenses de santé et de protection sociale sont de beaucoup plus grande taille en Europe (dans la zone euro) qu'aux Etats-Unis (**Graphique 1**).

Graphique 1
Dépenses publiques de santé et de protection sociale
(en % du PIB valeur)



Aux Etats-Unis, les dépenses de santé sont essentiellement des dépenses privées à la charge des consommateurs (**Graphique 2**), ce qui montre le moindre souci aux Etats-Unis qu'en Europe de soutenir la consommation hors dépenses de santé.

Graphique 2
Etats-Unis : dépenses de santé



2. Choix du libre-échange et délocalisations

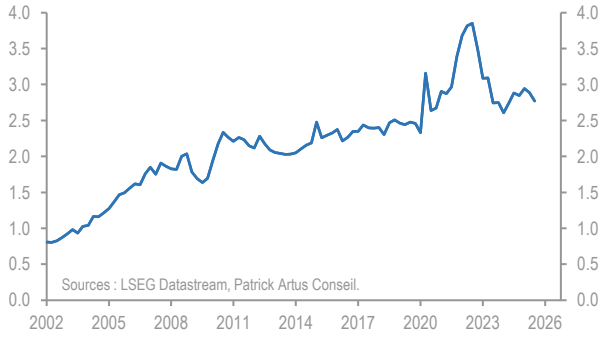
L'Union européenne a fait depuis l'origine le choix du **libre-échange**, sur lequel elle revient très difficilement et partiellement aujourd'hui (par exemple avec les droits de douane sur les voitures chinoises).

Ce choix résulte **du modèle favorable au consommateur** qui a été retenu en Europe puisqu'il conduit à la **perte de parts de marché des productions européennes par rapport aux produits importés** (**Graphiques 3 et 4**), dont il résulte une baisse des prix pour les consommateurs avec le faible prix des produits importés depuis les pays à coûts salariaux faibles.

Graphique 3
Zone euro : valeur ajoutée manufacturière
(volume, en % du PIB volume)



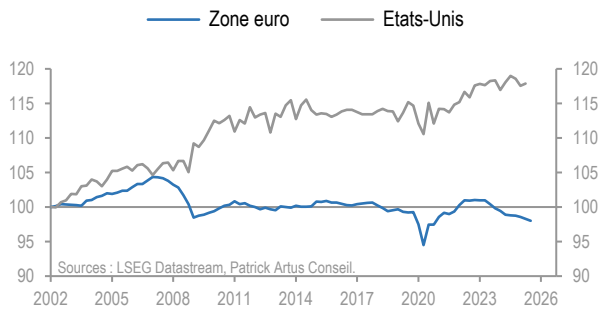
Graphique 4
Zone euro : importations depuis la Chine (en % du PIB)



3. Politique stricte de la concurrence

L'Union européenne pratique une politique beaucoup plus stricte de la concurrence que les Etats-Unis, ce qui contribue à ce que le niveau des marges bénéficiaires recule par rapport à ce qu'il est aux Etats-Unis (**Graphique 5**), et ce qui est favorable à court terme aux consommateurs en évitant l'apparition de rentes de monopoles.

Graphique 5
Ratio entre le prix du PIB et le coût salarial unitaire
(100 : 2002,T1)



4. Forte protection de l'emploi

La **protection de l'emploi**, mesurée par l'OCDE (**Tableau 1**), **est forte dans la zone euro.**

Tableau 1 : Rigueur de la protection de l'emploi (2019)

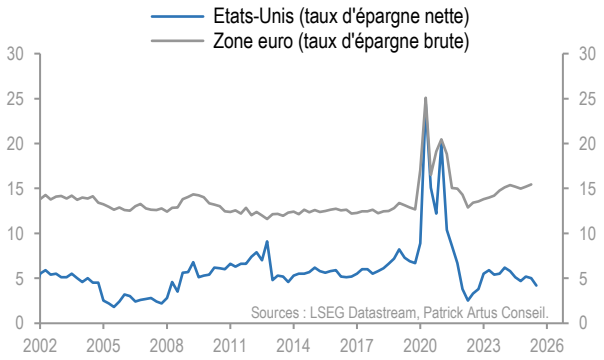
Rigueur de la protection de l'emploi	France	Allemagne	Espagne	Italie	États-Unis
Licenciements individuels et collectifs (contrats à durée indéterminée)	2.68	2.33	2.43	2.86	1.31
Licenciements collectifs	3.25	2.61	2.43	3.19	1.33
Licenciements individuels (contrats à durée indéterminée)	2.45	2.22	2.43	2.72	1.30
Contrats temporaires	2.58	1.67	2.47	2.82	0.27

Sources : OCDE
*Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation

Cette forte protection de l'emploi vise **à réduire le risque de licenciement, à réduire l'épargne de précaution qui pourrait en résulter**.

Cependant, de façon paradoxale, l'Europe a un taux d'épargne des ménages nettement supérieur à celui des Etats-Unis (**Graphique 6**).

Graphique 6
Taux d'épargne des ménages (en %)



Le résultat de cette politique de soutien de la consommation

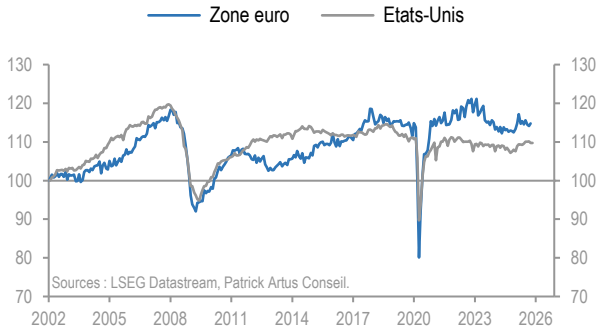
Les politiques économiques menées en Europe visent toutes à soutenir la consommation avec :

- les dépenses élevées de protection sociale ;
- le libre-échange et les délocalisations, qui ont contribué à l'importation de biens peu chers produits dans les pays émergents ;
- les politiques sévères de la concurrence ;
- la forte protection de l'emploi, qui limite le risque de licenciement et protège le revenu des ménages.

Malheureusement, ces choix ont contribué :

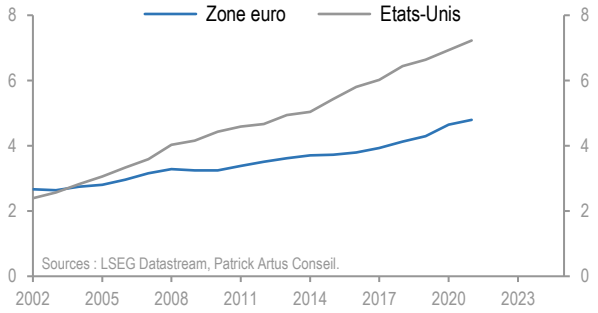
- **à la désindustrialisation** (puisqu'importer est moins coûteux que fabriquer domestiquement), **Graphique 3 plus haut**, **Graphique 7** ;

Graphique 7
Production manufacturière (100 : 2010.M1)



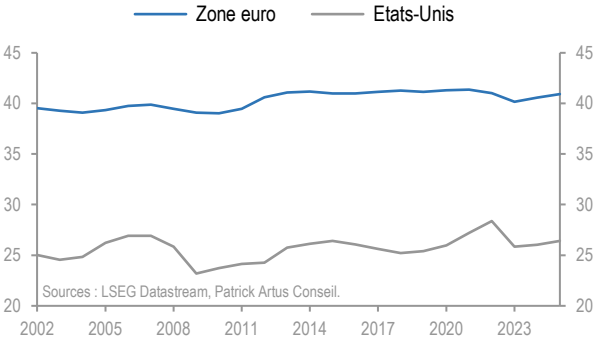
- **au faible développement du secteur des nouvelles technologies** (**Graphique 8**), avec la forte protection de l'emploi qui bloque la mobilité des salariés sur le marché du travail avec l'importance des réglementations ;

Graphique 8
Valeur ajoutée du secteur des technologies de l'information et de la communication (en % du PIB volume)



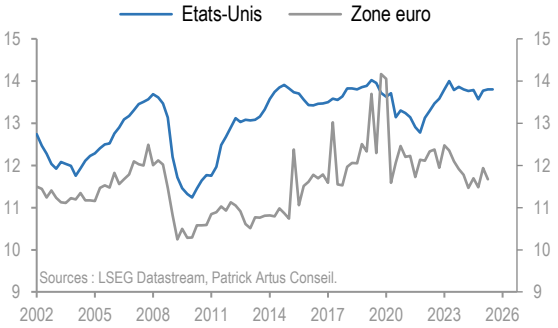
- **à une pression fiscale élevée**, pour financer le modèle social (**Graphique 9**) ;

Graphique 9
Pression fiscale (en % du PIB valeur)

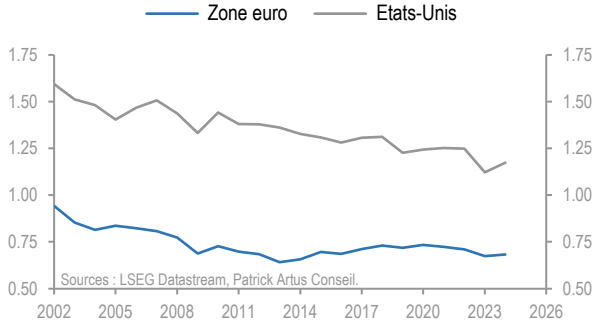


- **au sous-investissement** (**Graphique 10**), particulièrement dans les nouvelles technologies (**Graphique 11**), avec la pression fiscale élevée et avec la concentration de la dépense publique dans les dépenses sociales ;

Graphique 10
Investissement des entreprises (valeur, en % du PIB valeur)

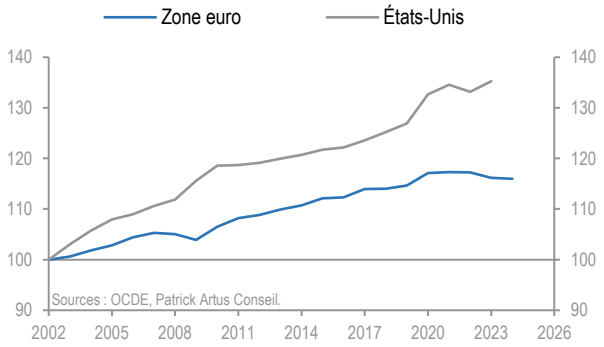


Graphique 11
Investissement en technologies de l'information et de la communication (en % du PIB valeur)



- **à une faible progression de la productivité** (**Graphique 12**), avec le sous-développement des nouvelles technologies, le sous-investissement.

Graphique 12
Productivité par heure travaillée (100 : 2002.T1)



Synthèse : en Europe, la consommation est soutenue à court terme mais pas à long terme

Les politiques économiques menées en Europe (protection sociale généreuse, libre-échange et délocalisations, sévérité des règles de la concurrence, forte protection de l'emploi) **certes soutiennent la consommation à court terme** (en distribuant des prestations sociales importantes, en faisant baisser les prix avec des importations de forte taille depuis les pays à coûts salariaux faibles, en empêchant les positions de monopole, en protégeant les salariés du risque de chômage) **mais elle ont déprimé la consommation à long terme**, en raison de la faiblesse induite par les politiques des gains de productivité et de la croissance, du sous-développement des secteurs les plus productifs, du sous-investissement en raison de la concentration de la dépense publique sur les prestations sociales, des freins à la constitution de grands groupes.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agréement n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptible de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.